

Covid-19 : les cas de contamination en hausse dans les écoles, Macron envisage la vaccination des enseignants « mi-fin avril »

L'augmentation des cas positifs et la difficulté à remplacer les personnels malades inquiètent de plus en plus dans les établissements scolaires.

Par [Violaine Morin](#)

Jean-Michel Blanquer visite une salle de classe d'une école primaire de La Ferté-Milon (Aisne), dans le cadre du déploiement d'une campagne nationale de test salivaire dans les écoles, le 22 mars 2021. FRANCOIS LO PRESTI / AFP

Jusqu'à quand le gouvernement pourra-t-il tenir sa ligne, consistant à garder coûte que coûte les écoles ouvertes dans les départements les plus touchés ? Le nombre de contaminations explose parmi les enfants : ils étaient 15 484 contaminés le 19 mars, contre 9 221 la semaine précédente, une augmentation en partie imputable à la multiplication des tests salivaires, qui atteignait 250 000 tests réalisés vendredi soir.

Les cas de Covid-19 progressent également parmi les personnels, où l'on recense 1 809 cas au 19 mars, contre 1 106 il y a dix jours. Le ministre de l'éducation nationale l'assure pourtant, le taux de contamination dans les écoles ne dépasse pas les 0,5 %.

Dimanche, sur LCI, Jean-Michel Blanquer a tenu fermement sa doctrine, assurant que la France évitait la « *catastrophe éducative mondiale* » que représente la fermeture des classes. Interrogé sur les risques pour les parents d'élèves d'être contaminés par leurs enfants, le ministre de l'éducation a donné l'impression de minimiser, arguant que c'était « *peu de chose* » par rapport au risque de décrochage scolaire lié à un éventuel reconfinement scolaire.

Le nombre de cas, rapporté au nombre d'élèves – 12,4 millions au total – et au nombre de professeurs – 1,1 million –, est encore relativement faible. Mais, sur le terrain, les écoles touchées par le Covid-19 ont du mal à faire face aux absences d'enseignants. Une professeure de CM2 dans une école REP + (réseau d'éducation prioritaire renforcé) de Lyon, qui a souhaité garder l'anonymat, n'en revient toujours pas : « *Pendant mon arrêt maladie, c'est une collègue de CE1 dédoublé qui me remplace* », assure-t-elle. Il y a une semaine, le 15 mars, les écoles prioritaires du département du Rhône ont eu la surprise de recevoir une nouvelle consigne : « *Les écoles REP et REP + ne sont plus prioritaires pour le remplacement*, écrivait la direction d'académie aux inspecteurs dans un courriel dont le contenu a été transféré aux enseignants, *et je vous demande d'utiliser les moyens du dédoublement pour remplacer les enseignants absents de vos écoles.* »

Regroupement de classes

« *Mes collègues sont obligés de regrouper les CP et CE1 à 12, alors que c'est le fer de lance de la politique de Jean-Michel Blanquer !* », s'insurge l'enseignante. Si le rectorat de Lyon assume d'avoir proposé le regroupement des classes, qui passent alors de 12 à 24 élèves, « *temporairement et en dernier recours* », le ministère de l'éducation nationale précise qu'il

s'agit d'une solution locale et « *qu'il n'existe pas de consigne nationale sur les remplacements dans les écoles de REP et REP +* ». Jean-Michel Blanquer a lui-même indiqué, le 19 mars sur RMC, que cette situation ne s'était pas présentée ailleurs que dans le Rhône.

D'autres enseignants craignent pourtant de devoir s'y résoudre. Dans le Nord, les écoles sont confrontées à un « *problème chronique de remplacement, aggravé par le Covid*, selon Alain Talleu, le cosecrétaire départemental du SNUipp-FSU. *Ils prennent tout ce qui leur tombe sous la main, y compris les enseignants spécialisés et les directeurs d'école, qui doivent renoncer à leurs décharges* ».

Pour faire face aux « absents du Covid » – enseignants malades, vulnérables ou cas contacts –, le ministère de l'éducation nationale avait autorisé, fin novembre 2020, de recruter jusqu'à 6 000 enseignants du premier degré et 8 000 assistants d'éducation (AED) dans le second degré. Ces contrats courts ont été reconduits jusqu'en juin. « *Quelques mois plus tard, on se rend compte que les moyens ouverts n'ont pas été consommés, puisque'on a recruté 2 220 enseignants contractuels dans le premier degré, et 2 700 AED*, rapporte-t-on rue de Grenelle. *Ce qui prouve que les difficultés de remplacement sont localisées, temporaires, et liées à l'intensité de la circulation du virus dans certains territoires.* »

« Plus d'accueil possible pour les enfants de soignants »

Mais dans certaines zones en tension, la situation, même « temporaire », met le système à rude épreuve. Dans le Val-de-Marne, un enseignant remplaçant qui préfère ne pas donner son nom raconte avoir pris en charge pendant deux jours les 22 élèves « restants » d'une école maternelle de Vitry dont tous les enseignants étaient malades. « *Je me suis retrouvé avec une seule ATSEM [agent territorial spécialisé des écoles maternelles] et des élèves des trois niveaux de maternelle* », raconte-t-il, assurant que son cas n'est pas isolé.

Le 19 mars, les responsables du SE-UNSA de l'académie de Créteil dénonçaient cette situation dans une lettre ouverte adressée au ministre Blanquer. « *Sans décision réfléchie, le nombre d'enseignants malades du Covid, en éviction car cas contacts contaminés à l'école, ou en arrêt pour épuisement professionnel, ne va cesser de croître dans les prochains jours* », alertait le syndicat.

Confrontées au manque de remplaçants et à la possibilité de la circulation du virus parmi les élèves, les écoles encouragent le plus souvent les parents à garder leurs enfants chez eux. Mais les familles ne sont pas toujours en mesure d'improviser, comme à Paris, où une école élémentaire du 13^e arrondissement n'accueille plus aucun enfant depuis lundi matin. Les familles l'ont appris dimanche soir. « *On n'a eu aucune info, mais il faut dire que l'école elle-même semble avoir du mal à obtenir des directives de l'ARS [agence régionale de santé] et du rectorat* », rapporte une mère d'élève, anesthésiste-réanimatrice de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, qui regrette le dispositif du premier confinement. « *Il n'y a plus d'accueil possible pour les enfants de soignants, et je ne me vois pas rater une journée de boulot en ce moment* », soupire-t-elle.